

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/02/2014

Publication : 28/02/2014

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Le Chef de Service

Nathalie MAILLOT
Nathalie MAILLOT

Direction de l'Autonomie
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Conseil Général
Haut-Rhin

2014 00074

Colmar, le

ARRETE

DA

du

17 FEV. 2014

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire
et fixation des prix de journée hébergement et des tarifs dépendance 2014
de l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L. 314-1 et suivants, R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R. 314-204, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment son article 45 ;
- VU** le rapport et la délibération CG-2013-5-4-3 du 5 décembre 2013 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2014 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** la convention tripartite de deuxième génération en date du 6 juillet 2009 intervenue entre le Département du Haut-Rhin, l'Agence Régionale de Santé et l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM ;
- VU** la convention relative au versement par dotation globale de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) en établissement en date du 18 août 2009 intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM ;
- VU** l'avenant N°1 à la convention APA intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM signé le 12 mars 2013 ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2014, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM sont autorisées comme suit :

| | HEBERGEMENT | DEPENDANCE |
|-------------------------------|----------------|--------------|
| Total des dépenses (classe 6) | 1 910 602,56 € | 432 526,75 € |
| Total des recettes (classe 7) | 1 910 602,56 € | 432 526,75 € |
| Intégration du résultat (+/-) | | |

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du **1^{er} février 2014** pour l'EHPAD « Petit Château » à BEBLENHEIM sont fixés à :

| Hébergement | Résidents de plus de 60 ans | Résidents de moins de 60 ans |
|------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| Chambre individuelle | 63,50 € | 80,95 € |
| Chambre double | 60,90 € | 78,35 € |
| Studio | 96,95 € | 114,40 € |
| Séjour temporaire < 8 jours | 88,30 € | 105,75 € |
| Séjour temporaire > 8 jours | 81,30 € | 98,75 € |
| Séjour temporaire > 15 jours | 76,30 € | 93,75 € |

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement, ci-dessus mentionné, diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

| | Tarifs | Dont pris en charge par l'APA |
|----------------|---------|-------------------------------|
| GIR 1/2 | 23,24 € | 16,98 € |
| GIR 3/4 | 14,75 € | 8,49 € |
| GIR 5/6 | 6,26 € | Néant |

La dotation globale APA, versée à l'établissement pour l'année 2014, est fixée à :

241 679,37 €.

ARTICLE 3 :

Les prix de journée applicables au 1^{er} février 2014 incluent le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 31 janvier 2014 des prix de journée 2013 encore en vigueur dans l'attente de la fixation des nouveaux tarifs.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président et par délégation

Michel CHOCHOY